NOUVELLES CONCEPTIONS SUR L'HISTOIRE
DES INQUISITIONS D'ESPAGNE, DU PORTUGAL ET
SURTOUT DE L'INQUISITION ROMAINE (SAINT-OFFICE)

Un courant récent dans la littérature et les études fouillées consacrées aux inquisitions d'Espagne, du Portugal et surtout à l'Inquisition romaine (Saint-Office) a forgé nombre de nouveaux concepts sur ces ins-

DOI: 10.1484/J.RHE.5.105335

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT
BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

titutions des Temps modernes. Nous avons sélectionné une douzaine de contributions parmi les plus importantes parues entre 2008 et 2014 qui, en combinant une méthodologie nouvelle avec l'exploitation de sources inédites, ont ébranlé plusieurs théories bien établies sur les inquisitions. Tout cela s'apparente fort à l'histoire d'une démystification d'une mystification antérieure.

Praedicatores inquisitores. III. I dominicani e l'inquisizione romana. Atti del III Seminario internazionale su «I dominicani e l'inquisizione». A cura di Carlo LONGO. (Institutum Historicum Fratrum Praedicatorum Romae. Dissertationes Historicae, 33). Roma, Istituto Storico Domenicano, 2008. 24 × 17 cm, 658 p.

Ces actes regroupent la majorité des contributions présentées lors du colloque international de quatre jours organisé en 2006 à l'Institut historique dominicain de Rome autour du thème *Les dominicains et l'Inquisition romaine*. Toutefois, nous devons immédiatement attirer l'attention sur le fait qu'on y trouve également des exposés traitant des inquisitions espagnole (Juan Ignacio PULIDO SERRANO, p. 283-307) et portugaise (José Augusto MOURÃO et Ana Cristina da Costa GOMES, p. 559-590) ainsi que d'autres ordres religieux, par exemple les jésuites (José Eduardo FRANCO sur la censure d'António Viera, p. 235-248). La plupart des articles portent sur les Temps modernes : la perception de l'inquisition par les dominicains eux-mêmes (C. L., p. 11-31); les documents concernant les dominicains et l'Inquisition romaine dans l'Archivio generalizio dell'ordine dei Predicatori à Rome (Lazaro SASTRE, p. 33-53); une typologie des différents synopsis utilisés par les inquisiteurs à l'époque moderne (Andrea ERREIRA, p. 55-103); le rôle des dominicains dans la pratique de la censure au moyen de l'Index romain (Jesús MARTÍNEZ DE BUJANDA, p. 105-129); le fonctionnement de l'Inquisition romaine dans les territoires périphériques comme l'île de Chios (Simona FECI, p. 131-204); l'attitude des inquisiteurs dominicains à l'encontre des juifs (Marina CAFFIERO, p. 205-234); l'étude par l'Index romain du commentaire de l'Écriture de Tommaso de Vio, cardinal Cajétan (Claus ARNOLD, p. 255-281); l'attitude des inquisiteurs dominicains à propos du délit de sorcellerie (Giovanni ROMEO, p. 309-344); la relation tumultueuse entre les dominicains et les inquisiteurs diocésains en Vénétie (Giovanna PAOLIN, p. 345-365); les sources bolognaises sur les dominicains et l'Inquisition (Guido DALL'OLIO, p. 367-394); les archives dispersées des sièges dominicains de l'Inquisition à Plaisance et à Parme (Andrea DEL COL, p. 395-414); les dominicains et le St-Office en Piémont (Vincenzo LAVENIA, p. 415-476); le rôle joué par les dominicains dans le procès de Galilée (Francesco BERETTA, p. 483-498); les procès romains de Tommaso Campanella (Germana ERNST, p. 499-525) et de Giordano Bruno (Diego QUAGLIONI, p. 527-540); un portrait des dominicains actifs dans l'administration du St-Office et de l'Index au cours du 18^e siècle (Herman H. SCHWEDT, p. 591-613); une seule contribution

concerne la période contemporaine: un portrait du dominicain Maurizio Benedetto Olivieri, qui fut commissaire du St-Office de 1820 à 1845 (Alejandro CIFRES, p. 541-558).

Plus qu'il ne semble de prime abord, ce volume a donné une impulsion majeure à une nouvelle recherche concrète sur le rôle de certains ordres religieux dans les Inquisitions et le fonctionnement pratique de ces institutions. Qui plus est, on y balisa le chemin vers les sources disponibles, vers une nouvelle méthodologie (concernant entre autres l'enquête prosopographique) et on y exposa aussi l'état d'avancement du projet bien connu d'Hubert Wolff à Münster.

Hubert WOLF (Hg.). *Römische Bücherverbote. Edition der Bandi von Inquisition und Indexkongregation 1701-1813*. Aus der Basis von Vorarbeiten von Herman H. SCHWEDT bearbeitet von Ursula PAINTNER und Christian WIESNETH. (Römische Inquisition und Indexkongregation. Grundlagenforschung I: 1701-1813). Paderborn – München – Wien – Zürich, Schöningh Verlag Ferdinand, 2009. 24,5 × 17 cm, LXV-642 p. € 128; CHF 215. ISBN 978-3-506-76833-9.

Hubert WOLF (Hg.). *Systematisches Repertorium zur Buchzensur 1701-1813*. Teil 1: *Inquisition*. Teil 2: *Indexkongregation*. Bearbeitet von Andreea BADEA (II), Bruno BOUTE (I), Jan Dirk BUSEMANN (II), Cecilia CRISTELLON (I) und Volker DINKELS (I-II). (Römische Inquisition und Indexkongregation. Grundlagenforschung II: 1701 - 1813). Paderborn – München – Wien – Zürich, Schöningh Verlag Ferdinand, 2009. 24,5 × 17 cm, CXIX-596 p., IV-P. 597-1468. € 198; CHF 333. ISBN 978-3-506-76834-6.

Hubert WOLF (Hg.). *Prosopographie von Römischer Inquisition und Indexkongregation 1701-1813*. Band 1: *A-K*; Band 2: *L-Z*. Von Herman H. SCHWEDT unter Mitarbeit von Jyri HASECKER, Dominik HÖINK und Judith SCHEPERS. (Römische Inquisition und Indexkongregation. Grundlagenforschung III: 1701-1813). Paderborn – München – Wien – Zürich, Schöningh Verlag Ferdinand, 2010. 24,5 × 17 cm, LXXXIV-753 p., p. 755-1331-LXXXV-CLVII. € 288; CHF 398. ISBN 978-3-506-76835-3.

Hubert WOLF (Hg.). *Registerband - Grundlagenforschung 1701-1813*. Bearbeitet von BRUNO BOUTE, JYRI HASECKER UND JUDITH SCHEPERS. (Römische Inquisition und Indexkongregation. Grundlagenforschung: 1701 - 1813). Paderborn – München – Wien – Zürich, Schöningh Verlag Ferdinand, 2011. 24 × 17 cm, 400 p. € 40,90; CHF 53,20. ISBN 978-3-506-76836-0.

Depuis 1999, une documentation complète sur l'activité de la censure pratiquée par les Congrégations romaines de l'Inquisition et de l'Index a été rassemblée sous la direction de H.W. et progressivement rendue accessible. Le cœur du projet, financé par la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG), présente trois volets. En premier lieu, il s'agit de l'édition de tous les «Bandi», les placards sur lesquels les congrégations affichaient les titres des livres défendus, spécialement ceux qui étaient inscrits dans

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

le fameux Index des livres défendus. Ensuite, vient un répertoire des actes de censure des deux dicastères, conservés dans les archives de la Congrégation pour la Doctrine de la foi et accessibles depuis 1998. Dans le troisième volet, une prosopographie nous informe sur les fonctions, la vie et la formation des collaborateurs des Congrégations. Le projet couvre une période de 400 ans, depuis l'installation de la *Santa Romana Inquisizione* en 1542 jusqu'à l'abolition de l'Index des livres défendus en 1966. Les volumes de la recherche de base, pour la période 1814-1917, furent publiés en 2005; les volumes mentionnés ici concernent la période précédente, de 1701 à 1813. Un registre couvre toutes les recherches potentielles sur les auteurs, les auteurs des publications non repérées, et les personnes mentionnées dans les volumes. L'équipe autour de H.W. nous a livré ainsi un instrument de travail indispensable pour toute recherche future concernant les Congrégations romaines de l'Inquisition et de l'Index pour la période 1701-1813.

Francisco BETHENCOURT. *The Inquisition. A Global History 1478–1834*. Translated by Jean BIRRELL. (Past and Present Publications). Cambridge, Cambridge University Press, 2009. 23 × 15 cm, XII-491 p., ill. GBP 22,99; USD 39,99. ISBN 978-0-521-74823-0.

Cette "bible" de F.B. sur les inquisitions — il s'agit ici de la traduction anglaise et de l'édition augmentée de son *Inquisition à l'Époque moderne* publiée en 1995 (Paris, Arthème Fayard) — veut provoquer un déplacement de paradigme dans l'étude de l'Inquisition. Il prend nettement ses distances par rapport au cadre national, régional ou local dans lequel se déroulaient la majorité des études publiées avant 1995. Il s'agit d'une comparaison systématique de la composition, de la fonction et de l'impact des différents tribunaux religieux qui furent créés par le pape pour poursuivre la déviance religieuse à l'intérieur de l'Église catholique. Il faut préciser que toutes les inquisitions connurent l'apex de leur influence au plan politique, social et culturel entre 1540 et 1620.

Fidèle à son objectif, F. B. nous donne à voir avec clarté la façon dont les inquisitions étaient composées en tant qu'institutions et quelles étaient leurs compétences. Entre le milieu du 16^e s. et le début du 19^e s., l'Inquisition espagnole entretenait une équipe permanente d'environ 450 fonctionnaires rémunérés (officiels), répartis sur 20 tribunaux locaux et le Conseil général. Un réseau permanent de représentants et de familiers comprenait de 10.000 à 15.000 membres durant la période d'expansion du tribunal, plus précisément entre 1520 et 1620. Au Portugal, durant presque toute la durée de son existence, l'Inquisition a employé une équipe d'une centaine d'agents rémunérés, répartis entre quatre tribunaux locaux et le Conseil. Au Portugal, un réseau de représentants et de collaborateurs fut seulement développé entre 1690 et 1770, comptant alors sur une base large de 2.000 à 3.000 personnes. Durant toute la durée de son activité, l'Inquisition espagnole fut desservie par pas moins de

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

9.000 officiaux payés et 60.000 familiers et représentants; de son côté, l'Inquisition portugaise recruta environ 3.000 employés rémunérés et engagea 20.000 familiers.

Les chiffres pour l'Inquisition romaine sont bien plus difficiles à calculer, mais la taille des effectifs permanents ne peut pas être inférieure à celle de l'Espagne, étant donné le réseau dense de 45 tribunaux italiens et l'appui de représentants (*vicari*). En ce qui concerne les familiers, leur nombre doit se situer entre ceux du Portugal et ceux d'Espagne: les limites à la désignation de familiers dans les États du Nord indépendants furent contrebalancées par le nombre impressionnant de nominations dans les États pontificaux et le royaume de Naples.

Ces trois organisations puissantes, qui constituaient les machines bureaucratiques les plus étendues du sud de l'Europe durant l'Ancien Régime, présentaient des caractéristiques communes: 1) Elles étaient reconnaissables par leur statut commun de tribunaux ecclésiastiques qui avaient été créés par le pape pour poursuivre l'hérésie. 2) Elles étaient régies par la loi via des désignations pontificales qui confirmaient la délégation de pouvoir par la tête de l'Église. 3) Elles s'échangeaient des informations, en particulier sur la censure des livres. 4) Elles partageaient la même procédure pénale et la classification des offenses dans le ressort de leur juridiction.

Cependant, il existait aussi entre elles de vraies différences. Tout d'abord dans le système lui-même (l'institution): les inquisitions ibériques étaient organisées territorialement en très grands districts judiciaires, qui permettaient d'opérer de façon systématique tant dans les villes que dans les zones rurales retirées. Bien que le degré de centralisation était assez similaire pour les différentes inquisitions, le niveau intermédiaire était plus consistant en Espagne et au Portugal puisqu'on y retrouvait deux ou trois inquisiteurs et un procureur au sein de chaque tribunal de district. Les représentants n'étaient pas censés prendre des initiatives. Ils servaient uniquement à mener les enquêtes qui leur avaient été demandées par les inquisiteurs. A contrario, dans l'Inquisition romaine, la base était plus solide, avec un réseau de représentants qui disposaient dans un certain nombre de cas d'un degré supérieur d'initiative et de pouvoirs décisionnaires, tels que l'incarcération, l'enquête et la préparation des procès. Les tribunaux locaux dépendaient d'un unique inquisiteur et d'un personnel associé, et bien qu'il s'agissait de juges civils en Vénétie, les évêques et le nonce avaient également un rôle à jouer. Il y avait aussi des différences dans la composition des tribunaux: en Italie, les inquisiteurs dominicains et franciscains avaient une formation de théologien; tandis que dans la péninsule ibérique, on avait affaire à un clergé séculier diplômé en droit canonique. Cette composition différente reflétait une "nature" différente. Les inquisitions espagnole et portugaise étaient presque totalement indépendantes de Rome et le rôle du pape dans le fonctionnement de leurs tribunaux se limitait à la désignation de l'Inquisiteur général. Tant en Espagne qu'au Portugal, le Roi intervenait dans ces nominations en pro-

posant des noms et il contrôlait directement la désignation des membres du Conseil. Bien que demeurant des tribunaux ecclésiastiques, le statut des inquisitions ibériques était mixte, puisqu'elles étaient aussi considérées comme des tribunaux royaux. Leurs Conseils faisaient partie du système polysynodal des deux monarchies et leurs membres jouissaient du statut de membres du Conseil royal.

Dans le cas ibérique, les agents inquisitoriaux développaient une stratégie relativement autonome, grâce à leur statut de juges pontificaux ou royaux selon ce que les circonstances exigeaient. Néanmoins, ils n'étaient pas capables d'assumer une confrontation politique de longue durée avec la monarchie dont ils dépendaient. Tout autre était la situation des officiaux de l'Inquisition romaine liés étroitement aux organes centraux de la curie. Ils exécutaient les ordres de la Congrégation du St-Office et transmettaient les diplômes pontificaux, les documents de la Congrégation de l'Index et les autres textes qui étaient jugés importants par l'instance de contrôle. Dans une situation de relatif effritement politique, les inquisiteurs romains jouaient un rôle non négligeable comme intermédiaires entre la curie et la population des autres États.

La longue et débordante activité des inquisitions sur presque trois siècles était en majeure partie due à la capacité d'adaptation des tribunaux aux circonstances et aux différents contextes politiques, sociaux et culturels. Leur flexibilité était clairement démontrée en Espagne: dans les premières décennies de leur activité, les tribunaux de la foi se concentraient sur la persécution des nouveaux chrétiens d'origine juive; quand ce domaine d'activité fut tari, ils se tournèrent vers les protestants et les Illuminés dans les villes, vers les anciens chrétiens et les morisques dans les campagnes; à la fin du 16^e s. et au début du siècle suivant, avec l'immigration portugaise massive en Espagne, ils s'en prirent de nouveau au judaïsme; durant la seconde moitié du 17^e s. et le 18^e s., ils se concentrèrent sur l'éradication des représentations hérétiques, le blasphème et les nouvelles tendances spirituelles et philosophiques, tels le molinisme et la franc-maçonnerie. Au Portugal, le judaïsme monopolisait presque toute l'activité inquisitoriale. L'inquisition de ce pays, qui comptait un grand nombre de juifs convertis de force, continua de poursuivre ce type d'accusés jusqu'au 18^e s. Seul le tribunal de Lisbonne diversifia ses activités parce qu'il pouvait poursuivre un nombre important de luthériens et de morisques au cours du 16^e s. et des vieux-chrétiens déviants durant les 17^e et 18^e s. Selon l'A., de tels modèles divergents d'activité inquisitoriale pouvaient également se retrouver dans les colonies portugaises et espagnoles.

En Italie, la situation différait beaucoup. Dans les États du Nord, qui entretenaient des relations commerciales étroites avec l'Europe centrale, l'Inquisition romaine poursuivait les protestants, surtout au cours de la seconde moitié du 16^e s. et dans les premières décennies du 17^e s., alors que dans les États du Sud, l'activité inquisitoriale se concentrait sur les offenses moins graves comme les représentations hérétiques et le blas-

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

phème. Le fait de se livrer à la magie et à la sorcellerie était pris très au sérieux par tous les tribunaux italiens.

L'impact social des Inquisitions était considérable, en partie à la suite d'un effort encore jamais atteint dans l'exclusion systématique des persécutés et de leurs descendants, et pour une autre partie par le statut distinct dont jouissaient les agents et les membres civils.

Il est malaisé de comparer la répression inquisitoriale, étant donné que les archives de l'Inquisition romaine sont bien plus fragmentaires que celles des inquisitions ibériques. En Italie, les inventaires d'archives mélangent systématiquement les procès formels, les résumés de la procédure et les actes d'accusation, et tendent un piège dans lequel ont chuté bon nombre de chercheurs. L'estimation de F. B. de 50.000 procès formels au Portugal pour toute la période de fonctionnement de l'institution, de 1536 à 1821, correspond à peu près au véritable nombre de procès formels qui furent consignés par les tribunaux de Lisbonne, Coimbra et Evora, et avec les inventaires du tribunal de Goa qui furent préparés par l'Inquisition elle-même. Une estimation pour l'Inquisition espagnole est bien plus risquée, vu qu'il subsiste peu de documents de la première et principale période représentative. On peut avancer une estimation raisonnable de 200.000 procès tenus entre 1481 et 1834. Dans le cas romain, F. B. opte pour une estimation basse de 50.000 procès formels. Si l'on compare ces données avec le chiffre de la population dans les deux péninsules, le ratio de poursuites le plus élevé sur une longue période se retrouve au Portugal, suivi par l'Espagne et finalement par l'Italie. Le nombre d'exécutions à la suite d'une excommunication inquisitoriale varie de 6% pour ce qui regarde l'Espagne et le Portugal (respectivement 12.100 et 2.510) à 3% pour ce qui concerne l'Inquisition romaine (1.250).

Ces chiffres fournissent une idée précise de l'impact des Inquisitions mais ils sont aussi, dans une certaine mesure, trompeurs. Tout d'abord, parce que le nombre de condamnations n'a pas été pris en compte. Dans le cas ibérique, F. B. pense que le ratio procès formel/plainte varie de 1:3 à 1:10, ce qui signifie que les tribunaux, plus qu'on ne le croit, ont été entraînés dans des conflits locaux. Le même A. pense que le ratio dans les tribunaux romains était beaucoup plus bas, mais qu'ils avaient une solide culture des procédures plus expéditives qui furent seulement utilisées par les tribunaux ibériques lors des visites aux districts. Si l'on tient compte uniquement de ceux qui furent directement ou indirectement concernés par des enquêtes inquisitoriales — accusés, informateurs, témoins, plaignants —, alors on atteint, selon F. B., le chiffre surprenant d'au moins 1.500.000 personnes, parmi lesquelles 300.000 ont subi un procès formel. Ceci implique que l'impact social de l'Inquisition était plus élevé que tout ce qui est généralement avancé. La comparaison du nombre des exécutions s'avère également un thème délicat. Seize mille n'est pas un chiffre bas, quelque critère que l'on prenne en considération, et ce calcul touche surtout les groupes des nouveaux chrétiens d'origine juive, les morisques et les protestants. Enfin, il y a le cas des minorités: si l'on omet les

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

poursuites spécifiquement ethniques contre les nouveaux chrétiens et les morisques pour les tribunaux ibériques, et que l'on compare seulement la poursuite des vieux-chrétiens, les ratios répressifs de l'Inquisition romaine sont bien plus élevés.

Les Inquisitions jouaient un rôle actif dans les procès dont les groupes ethniques et sociaux étaient exclus, et contribuaient grandement au maintien des préjugés. Elles atteignaient directement ou indirectement la majorité des populations avec lesquelles elles avaient affaire et déterminaient de façon claire les frontières du comportement acceptable et de la foi. L'ingérence des tribunaux de l'Inquisition dans la vie intellectuelle était tout aussi cruciale, étant donné qu'ils établissaient les listes des livres interdits — devançant, complétant ou même provoquant la décision de la Congrégation romaine de l'Index; ils visitaient aussi régulièrement les librairies, les bibliothèques et les imprimeries. En Espagne et au Portugal, ils organisaient des visites systématiques sur les bateaux pour contrôler les livres importés d'Outre-mer. L'efficacité de ce système de censure est reconnue pour les 16^e et 17^e s., toutes régions comprises. À cette époque, le rôle des tribunaux de la foi dans la production et la reproduction du système central des valeurs catholiques était fondamental.

Un autre aspect de l'impact social des Inquisitions à ne pas perdre de vue est le fait que ces institutions facilitaient la promotion de leurs membres civils et religieux. Elles servaient de tremplin pour les carrières d'inquisiteurs et d'agents avec pouvoir juridictionnel. La Congrégation romaine s'est impliquée activement dans la lutte de pouvoir au sein de la Curie, surtout au 16^e s., écartant certains candidats et apportant son soutien à d'autres; à cette époque, trois papes étaient issus du St-Office. Tant en Italie que dans la péninsule ibérique, bon nombre d'inquisiteurs étaient des évêques, surtout au 16^e s. mais aussi durant le 17^e s. C'est pourquoi l'Inquisition a tenu un rôle important dans la réorganisation de l'Église de la Contre-Réforme en fournissant beaucoup de prélats. De même, dans le monde ibérique, les juges du St-Office intervenaient en politique et occupaient des positions dans les principaux conseils royaux. L'omniprésence politique et institutionnelle des inquisiteurs portugais et espagnols connu son apogée au 16^e s. et au début du 17^e s. D'autres postes au sein des tribunaux de la foi, comme ceux d'assesseur et d'agent (ou vicaire) ont permis aux membres d'ordres religieux et au clergé séculier de combiner ces fonctions, et par là-même de renforcer les liens entre l'Inquisition et les institutions ecclésiastiques. Pour les fonctionnaires subalternes, il y avait des avantages fiscaux mais aussi des promotions sociales.

Selon F. B., la capacité d'adaptation des Inquisitions a toujours été ambiguë: elle leur a permis de s'enraciner dans la société, surtout au Portugal durant la période où les activités elles-même étaient en diminution, mais elle implique aussi que les élites sociales avaient une emprise sur les tribunaux. L'impact politique de l'Inquisition est tout aussi évident: ils exerçaient une influence directe par leur position élevée dans les institu-

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

tions, et indirecte par le rôle que les tribunaux jouaient dans la création d'un nouveau système de valeurs. Tout d'abord, les tribunaux ont réussi à occuper une position très importante dans les monarchies ibériques. En Espagne, l'Inquisition dépendait bien plus des faveurs royales qu'au Portugal. À Rome, la Congrégation du St-Office est parvenue dès l'origine à acquérir un rôle de premier plan dans la structure des conseils de curie. En général, la position politique des inquisitions se maintenait dans la durée, même durant leur déclin prolongé, ce qui contribue à expliquer leur résistance face à leur suppression.

Le rôle constant que les tribunaux de la foi ont joué dans la production et la reproduction d'un système central de valeurs, en tant que gardiens de la catholicité contre les hérétiques, et qui a été propagé de bien des manières (dans les rites les plus spectaculaires, en particulier les autodafés dans le monde ibérique; dans les sermons; dans l'application des pénitences et des peines; punition publique) leur reviendra à la fin du 17^e s. tel un boomerang dans la figure lors du débat autour de la tolérance religieuse. Dans un certain sens, les rôles furent renversés: autrefois perçus comme les gardiens solides de la foi catholique, qui se targuaient de leur rudesse envisagée comme une qualité essentielle pour assurer la protection de l'Église et de la communauté des croyants, ils étaient désormais considérés comme un modèle d'intolérance religieuse, d'arbitraire judiciaire et de répression aveugle. Ce renversement complet de situation, qui ne concernait pas seulement les pays protestants, mais traversait également l'opinion publique des pays catholiques au 18^e siècle, est représentatif du changement intervenu dans les systèmes de valeurs qui agitaient l'Europe tout entière. Pour F. B., les inquisitions, en raison de leurs pratiques constantes d'exclusion sociale, se situaient elles-mêmes hors de la civilisation européenne.

Michaela VALENTE. *Contro l'Inquisizione. Il dibattito europeo (secoli XVI-XVIII)*. (Collana della società di studi Valdesi, 29). Torino, Claudiana, 2010. 24 × 17 cm, 230 p. € 20. ISBN 978-88-7016-745-0.

«Tribunal sanguinaire, condamné par Dieu et méprisé par les gens, peste de la raison et de la religion, assassin de l'esprit, défenseur d'une politique de l'enfer, tyrannique, injuste, cruel», telles sont quelques-unes des définitions polémiques qui furent appliquées à l'Inquisition. Cette étude veut rouvrir le débat qui s'est développé en Europe entre le 16^e et le 18^e s. à l'encontre de l'Inquisition romaine. Selon l'A., le mythe du St-Office s'est bien davantage répandu que la connaissance effective du travail de l'institution.

Cette étude revient sur l'image de l'Inquisition romaine qu'on retrouve dans les travaux, connus et moins connus, parus, lus, traduits et discutés en Europe du 16^e au 18^e s. Dans le débat européen de l'époque, une image revient fréquemment, construite par les opposants, mais dont l'argumentation est souvent aussi profondément partagée à l'intérieur de l'Église

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

de Rome ou par les catholiques (c'est le cas pour les gallicans français et les jansénistes). Un point constant est la confusion entre les divers tribunaux — diocésain, espagnol, romain, portugais — et naturellement on doit toujours être conscient du ton propagandiste et de la polémique européocentriste (à partir de 1659, un débat allait commencer également en Nouvelle-Angleterre).

M. V. suggère que, si l'on veut s'en tenir exclusivement au débat sur l'Inquisition romaine, il est nécessaire d'examiner les motivations et les révoltes survenues contre son introduction, surtout parce qu'il s'agit souvent de motivations secrètes pour défendre des intérêts spécifiques, telle la sauvegarde de compétences juridiques, comme ce fut le cas lors de la révolte napolitaine de 1547. L'opposition à l'installation du tribunal de l'Inquisition n'a pas uniquement débouché sur une révolte à Naples: d'autres villes connurent un processus identique: Lucques, Florence, Mantoue, Modène, Venise et Milan. En 1551, précisément pour contrecarrer ces protestations collectives et ces révoltes contre l'Inquisition, Jules III conçut une bulle dans laquelle il excommuniait ceux qui avaient tenté de s'opposer à la propagation de l'autorité inquisitoriale.

Via la reconstruction de la polémique anti-inquisitoriale se développant en Europe du 16^e au 18^e s., avec une attention spéciale portée aux travaux français, anglais et italiens, s'esquisse un cadre bien plus riche de l'image propagandiste de l'Inquisition, un mythe qui s'est aggravé selon la période de l'histoire et les auteurs. Dans ce sens, aux côtés des auteurs classiques de la polémique — du servite Paolo Sarpi (1552-1623) au théologien remontrant Philipp van Limborch (1633-1712) ou au canoniste français Jacques Marsollier (1647-1724) — se manifestèrent beaucoup d'autres auteurs, qui furent collationnés par Émile van der Vekene (°1933) dans sa *Bibliotheca bibliographica historiae Sanctae Inquisitionis*¹. Ils laissent percevoir un éclairage différent sur l'Inquisition. Là où au 16^e s. (p. 15-62), la polémique contre le St-Office se colore d'un appel et d'une aspiration au christianisme antique, le doigt pointé sur l'antagonisme entre l'Église du Christ et l'Église de l'Antéchrist, au siècle suivant (17^e s., p. 63-105), il s'agit surtout du juridictionnalisme, la défense de la liberté nationale contre la menace pontificale, et du refus de laisser violer les consciences. Au 18^e s., avec le tout puissant courant des Lumières, il est question du jansénisme, de la séparation Église-État, de la polémique sur la défense erronée de la bulle de Paul III (1534-1549). Constantes sont les accusations à l'encontre des dominicains qui auraient été placés à la tête de l'Inquisition pour en tirer avantage, tout comme d'ailleurs les accusations répétées de trahison du message de l'Évangile. M. V. accorde aussi son attention (p. 107-136) à l'analyse de récits de voyages vers ou en Italie (comme celui de l'évêque anglican Gilbert Burnet, 1643-1715) ainsi qu'aux récits, d'ail-

¹ Émile VAN DER VEKENE. *Bibliographisches Verzeichnis des gedruckten Schrifttums zur Geschichte und Literatur der Inquisition*. T. 1-3. Vaduz, Topos-Verlag, 1982, 1983, 1992.

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

leurs pas tous imaginaires, d'évasion des geôles de l'Inquisition (tels les cas de Joseph Pignata, Antonio Gavin, Girolamo Bartolomeo Piazza et Archibald Bower) que l'A. juge d'un très grand intérêt pour la réputation du St-Office, parce qu'ils représentent l'élargissement de la polémique dans le domaine artistique. La participation anglaise à la polémique est particulièrement intense: dans ce pays, l'Inquisition représente la menace d'un retour du catholicisme et donc le risque de mise à mal des libertés anglaises, des libertés politique et économique. Sur ce point, Luke Beaulieu († 1723) est très explicite dans son ouvrage *The Holy Inquisition* (1681).

Dans le dédale des images et des représentations, la discussion sur la légitimité de la contrainte morale opposée à la doctrine chrétienne fut essentielle, alors que graduellement les analyses des conséquences en termes de gaspillage pour la vie culturelle, politique et économique de la péninsule italienne, perturbée par le St-Office, gagnaient du terrain (p. 137-182). L'échec au moins apparent de cette institution ressort aussi de l'incapacité des deux Congrégations (St-Office et Index) à suivre le débat et à dialoguer clairement avec des instances dispersées et divisées, se limitant souvent à des interventions contre ces auteurs dont les traités étaient traduits en italien ou faisaient l'objet de discussion (comme à l'occasion de la parution du livre de Claude Fleury, *Discours sur l'histoire ecclésiastique*, 1708).

L'étude se clôt (p. 183-219) par la réponse de la controverse apologétique catholique à trois siècles d'accusations et de critiques: d'un côté l'ex-jésuite Alfonso Muzzarelli (1749-1813) et de l'autre le dominicain Tommaso Vincenzo Pani (†1804), deux figures de l'Église de Rome; le premier souffre de la polémique, mais défend l'institution; le second représente l'ultime rempart de la forteresse assiégée, pas seulement par les idées mais aussi concrètement par l'arrivée des troupes jacobines et napoléoniennes.

Pour résumer, on peut poser en principe que, entre le 16^e et le 18^e s., les réactions à l'encontre de l'Inquisition se situent surtout sur le terrain de la désapprobation de la trahison des doctrines évangéliques de charité et de patience; de là, on glisse vers la question de la légitimité du tribunal et de la contrainte qu'il exerce, pour finir par la revendication d'une justice séculière, dans la lignée commune du jansénisme et des idées des Lumières, jusqu'à la métamorphose du St-Office en un mythe négatif. De cette manière, la voie est libre pour un anticléricalisme laïcisant et un catholicisme d'une nature différente. Dans le courant des 19^e et 20^e s., l'Inquisition est transfigurée: ce n'est plus le tribunal de la foi, mais un démon qui doit être combattu.

Christopher F. BLACK. *The Italian Inquisition*. New Haven – London, Yale University Press, 2009. 24 × 16 cm, xviii-330 p., 16 ill. nb. GBP 35; USD 55. ISBN 0-300-11706-X/978-0-300-11706-6.

Dans cet ouvrage, divisé en 10 chapitres, qui est une sorte d'aperçu des Inquisitions en Italie, Ch.F. B. livre beaucoup d'images et d'impres-

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

sions, tant celles des inquisiteurs et des fonctionnaires des tribunaux, que celles des victimes. Nous découvrons la pauvreté de honteux autodafés et l'exécution capitale de Pietro Carnesecchi (1567); Giordano Bruno brûlé vif (1600), les panaches de fumée des autodafés, la cruelle extermination des Vaudois symbolisée par le "mauvais voisin" et le dominicain Valerio Malvicino (un nom qui en dit long!), ainsi que les encouragements de l'inquisiteur Michele Ghislieri (plus tard Pie V) en faveur d'une éradication totale. On y retrouve également les histoires fantastiques des accusés, de la grande cité des démons de la sorcière Gostanza de San Miniato, des bons combattants de la nuit qui s'envolent pour combattre les mauvaises sorcières, du rendez-vous de Sœur Mansueta avec son amant-démon dans son couvent qu'elle voudrait fuir. Nous sommes aussi renseignés sur les décoctions et rituels étranges qui sont destinés à influencer la santé et la vie amoureuse, et auxquels les inquisiteurs réagissent de diverses manières. Derrière tout cela, nous découvrons une bureaucratie en plein développement et les vraies procédures légales des inquisiteurs dévoués et de leurs notaires.

Parmi les inquisiteurs, on rencontrait des personnalités intransigeantes, tels Gian Pietro Carafa (Paul IV, 1555-1559) et Michele Ghislieri (Pie V, 1566-1572) et les cardinaux Rebiba, Santoro et Millini, qui se trouvaient à la tête des Congrégations et dont la correspondance tranchait sur beaucoup de points avec l'attitude des inquisiteurs locaux souvent trop cléments ou ambivalents. À cette dernière catégorie appartenaient Marino da Venezia à Venise (lui-même accusé de clémence superflue), Antonio Balducci qui refusait de prononcer des sentences sévères ou modérées selon ce qu'exigeaient les circonstances à Bologne, Eliseo Masini à Ancône qui écrivit un manuel impartial, Dionigi da Castacciaro qui se montrait sceptique sur les histoires de Gostanza, et Agapito Ugoni qui mettait loyalement sur la sellette différents "saints vivants". La majeure partie de l'activité inquisitoriale était minutieuse, et l'on s'efforçait d'expliquer la foi et les intentions des déviants théologiques, tels Giovanni Morone, Pietro Carnesecchi, Mario Galeota, divers groupes à Bologne dans les années 1560, ou encore Miguel de Molinos; les premières théories philosophico-scientifiques d'Antonio Rocco et Galileo Galilei; les crimes d'une "très sérieuse sorcière", Cristina Collarina; une "sainte" ascète et voyante nommée Maria Janis; un imprimeur comme Francesco Valvasense. Une enquête prudente et prolongée pouvait déboucher sur une torture psychologique dans de terribles conditions d'emprisonnement, comme cela se produisit avec Valvasense.

Au centre du jeu, l'Inquisition romaine devait composer avec les différentes attitudes des autres États à l'intérieur de l'Italie. Alors que la République de Lucques refusait d'installer un tribunal sous contrôle romain, la République de Venise insistait sur un contrôle strict du partage de l'autorité. Une impasse avec l'Espagne à propos du royaume de Naples a rendu impossible pour Rome l'installation d'un système inquisitorial ouvert, et Rome devait s'appuyer sur l'infiltration et la collaboration avec

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

l'autorité épiscopale, ce qui, en un sens, était une forme de prolongation du système médiéval. Pourtant ce n'est pas dans ce seul royaume que les évêques exerçaient leur rôle dans la protection de la foi et le contrôle de l'hérésie. Étant donné que bon nombre d'évêques des années 1520 à 1560 avaient de la sympathie pour certaines idées de la Réforme — que cela soit pour l'Europe du Nord, pour la conception vaudoise hybride ou encore pour d'autres sources d'inspiration 'spirituelles' ou évangéliques —, ils souhaitaient se distancier de la rigueur inquisitoriale et de l'agressivité excessive à l'égard des convictions religieuses personnelles. Ensuite les relations entre l'inquisiteur et l'évêque local variaient sur un registre allant de la collaboration à l'animosité, cela étant clairement perceptible à Ancône et Mantoue. Les relations entre la périphérie et le centre sont illustrées par le biais de correspondances des inquisiteurs d'Ancône, Bologne, Mantoue et Naples, avec les supérieurs et les cardinaux à Rome. Dans beaucoup de régions, les évêques, et les nonces en Italie du Nord, participaient à la responsabilité dans le contrôle des questions de foi. Pour cette raison, les inquisiteurs des Inquisitions romaine et espagnole n'avaient pas en ce domaine le monopole de la surveillance.

La recherche sur les opérations des tribunaux et des inquisiteurs montre qu'ils suivaient en général des consignes et des règles claires, sans chercher à se montrer des dictateurs. On consultait les membres du Conseil, tant localement qu'à Rome. Les consignes précisaient qui devait être soumis à la question et quand, les limites de l'interrogatoire et quelles sortes d'accusation d'hérésie pouvaient être formulées (ou décrétées). À la fin du 16^e s., les inquisiteurs, conduits par le cardinal Santoro, développèrent ou défendirent avec assurance un "style d'Inquisition" pour diriger les cas qui incluaient la torture physique. Normalement, on évitait de recourir à la torture et elle était utilisée uniquement dans les cas de véritable intransigeance. La torture était soumise à des contrôles de la part des évêques ou du St-Office et limitée dans le temps. Quand elle était nécessaire dans une enquête et devait être utilisée de façon prolongée, les vicaires inquisitoriaux et autres officiels délégués (agents) des vicaires diocésains prenaient la direction des opérations. Les inquisiteurs du 15^e s. et du début du 16^e s., les inquisiteurs espagnols en Sicile et les fonctionnaires séculiers à Lucques y recouraient davantage et de façon plus brutale. De toute façon, Ch.F. B. souligne le fait que le recours à la torture alternative pour un accusé qui a attendu une longue période dans une mauvaise situation carcérale, sans connaître le degré de gravité des accusations, ne doit pas être sous-estimé.

Les condamnations à mort prononcées devant l'Inquisition romaine étaient plutôt rares, voire très rares dans les cas de sorcellerie et de magie, en comparaison avec les autres tribunaux en Italie et à l'étranger. Naturellement, il y a des exemples cruels de jugements comme ceux ayant touché Pietro Carnesecchi, Giordano Bruno et Francesco Pucci, et un groupe de marranes à Ancône, mais certains individus dont les hérésies étaient similaires se sont vu infliger des peines légères (Mario Galeota et Dionisio

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

Gallo). En outre, de nombreuses autres peines aussi lourdes — emprisonnement à vie, galères, exil, assignation à résidence — ont été rapidement atténuées. Les spécificités des “comparutions spontanées” — sous pression ou librement consenties — diminuaient et raccourcissaient généralement les enquêtes et les procès, débouchaient sur des compromis (ce fut le cas pour Pietro Gelusio, Francisco Singlitico, ou pour ceux qui s’efforçaient de faire table rase de leur passé de juif ou de musulman pour revenir à la foi chrétienne), allégeaient les jugements. Les curés de paroisse, les confesseurs et les voisins curieux constituaient les causes principales des enquêtes particulières. La publication d’édits inquisitoriaux, les sermons des inquisiteurs, des évêques et des autres membres du clergé encourageaient de telles accusations. Mais les inquisiteurs, leurs agents et familles étaient semble-t-il rarement pro-actifs dans la recherche de victimes.

L’étude des procédures d’enquête menée par Chr.F. B. indique qu’elles n’allaient pas systématiquement du haut vers le bas et qu’elles n’étaient pas toujours punitives. Dans des occasions précises, les inquisiteurs pouvaient faire montre d’ouverture d’esprit, lorsqu’ils étaient perplexes et incertains quant à la façon dont il fallait procéder, et montraient même de la sympathie pour des croyances erronées qu’ils attribuaient à l’ignorance. La rééducation pouvait être aussi importante que la punition, et ceci fut de plus en plus le cas lorsque les vrais dangers du ‘luthéranisme’ (légèrement interprétés) et de l’hérésie vaudoise furent connus. Certains inculpés pouvaient contre-argumenter et ne le faisaient pas seulement parce qu’ils souhaitaient le martyre. Les accusés et les témoins pouvaient développer des stratégies claires pour modérer leur position, éviter de graves accusations en reconnaissant de plus petites infractions. La réputation publique (*fama*) et le statut social de l’accusé pouvaient avoir une influence sur l’attitude et les décisions des inquisiteurs, et sur le type de punition. Tant les plaignants que les accusés inventaient parfois des histoires invraisemblables ou impossibles, soit comme stratégie délibérée soit parce qu’ils étaient sous l’effet de troubles mentaux, de transes, de vœux pieux, de la méchanceté, de la frustration sexuelle, de la malnutrition ou de médicaments. L’A. publie quelques longs passages (résumés) d’accusations et d’aveux — choquants ou amusants — afin de montrer les croyances de l’homme à cette époque, et ce que les juges devaient distinguer entre le vrai ou le faux, le diabolique, le saint, ou l’insensé.

Les objectifs pouvaient varier et l’on rencontrait aussi pas mal de variations locales. À la fin des années 1560, les grands défis théologiques, qui étaient soutenus au sein de l’Église par l’élite (même par quelques cardinaux et évêques) et par le monde aristocratique, avaient été surmontés. Ce que l’A. appelle le “Carnesecchi Moment” (1567) a par la suite conduit à un changement de position spirituelle et physique, quoique des éléments luthériens, calvinistes et vaudois significatifs pouvaient encore être découverts jusque dans les années 1580, et que d’étranges adeptes continuaient à surnager au 17^e s. Les inquisiteurs — et leurs informateurs — portaient leur attention sur les questions magiques et morales, bien qu’elles étaient traitées

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

avec moins de sévérité que dans le monde d'avant 1542. Ces inquiétudes et ces priorités ont continué à se faire sentir au 18^e s., malgré le fait que l'Église s'activait pour une meilleure formation des paroissiens, par le biais de la doctrine chrétienne, des confréries et des sermons. Les relations des chrétiens avec les juifs et les musulmans (ou avec ceux qui étaient convertis à des religions non-chrétiennes), et les mouvements de quelques personnes entre les différentes confessions, fascinaient tout aussi bien au plan social que géographique et démontraient que les inquisiteurs durent faire preuve d'accommodation et de flexibilité dans les régions cosmopolites.

Les objectifs principaux portaient désormais sur les nouvelles philosophies, les formes renaissantes et nouvelles du mysticisme (quiétisme et pélagianisme), et les expressions publiques de la spiritualité féminine. Quelques-uns, qui s'étaient impliqués dans le mysticisme et la spiritualité féminine, furent traités d'une façon étonnamment inhumaine, tant en ce qui concerne la durée de l'enquête, que pour ce qui regarde la peine finale. Derrière toutes ces expressions, se trouvait en filigrane, parmi les inquisiteurs et le clergé, la crainte que l'autorité de Rome soit minée, de même que le zèle en faveur d'un leadership strictement cléricale et masculin. Les 'Saintes' femmes, autant les sincères que les fausses, étaient perçues comme une menace, sauf lorsque la hiérarchie ecclésiale était certaine qu'elles pouvaient être transformées pour tenir le rôle de modèle éprouvé. Les campagnes inquisitoriales à l'encontre des convictions et des pratiques mystico-religieuses, la persécution de la 'perfection' personnelle, s'avéraient peut-être plus efficaces que la limitation de leur impact.

On fournissait beaucoup d'efforts pour favoriser la censure des idées qui se répandaient via l'imprimé, mais il subsistait bon nombre d'obstacles qui empêchaient une implémentation effective des mesures: l'insuffisance des effectifs pour contrôler et garder un œil inquisiteur, le manque de censeurs volontaires, l'audace de quelques éditeurs et libraires, surtout à Venise, et des colporteurs de livres qui sillonnaient le Nord de l'Italie avec des livres interdits qui étaient introduits via les Alpes, ou par bateau depuis Naples. "Interdit jusqu'à adaptation" signifiait souvent qu'un livre n'était plus disponible (au moins légalement). Les évêques et les autres fonctionnaires locaux pouvaient freiner les chasses aux livres inquisitoriales, ou protéger à clé les bibliothèques. La production et la lecture de la littérature biblique en langue vernaculaire furent sérieusement entravées, et une certaine littérature vernaculaire purifiée. La publication des nouvelles idées philosophiques et scientifiques fut aussi entravée mais pas de façon aussi efficace qu'on l'a longtemps cru. L'Affaire Galilée a révélé beaucoup d'attitudes contradictoires au sein même de l'Église. Sa condamnation n'a pas empêché l'évolution des nouvelles théories scientifiques en Italie, bien que d'autres scientifiques et savants ont peut-être appris de son manque de tact et de ses mauvais calculs à être plus prudents lorsqu'ils écrivaient pour un large public et à traiter leurs idées avec davantage de discrétion. Les condamnations publiques par les censeurs et les inquisiteurs pouvaient s'avérer contre-productives et stopper la poursuite des nouveaux livres et

des idées novatrices. La grande question jamais résolue est d'estimer le nombre d'ouvrages qui n'ont jamais été écrits et diffusés par crainte de la censure ou d'entrevoir à quel degré d'auto-censure on est arrivé afin d'obtenir une autorisation officielle pour publier un livre.

L'attitude des Inquisitions romaine et espagnole à l'encontre de la sorcellerie et de la superstition était davantage bienveillante que celle d'autres autorités. Il y eut des chasses aux sorcières en Italie, mais par définition seulement quand elles étaient appuyées par les autorités civiles. Là où l'Inquisition manifestait une brutalité inhumaine, c'était habituellement le fait d'assistants moins instruits. L'enthousiasme de Charles Borromée pour les bûchers de sorcières était en partie contrebalancé tant par la Congrégation romaine que par le Sénat milanais. Les cas de sorcellerie et de superstition, quelle que fût la réalité des accusations spécifiques, éclairent, selon l'A., la prédominance des convictions religieuses folkloriques et de la peur, et non celle des remèdes médicaux professionnels. Dans une perspective élargie, les archives inquisitoriales fournissent de très intéressantes informations sur les relations sociales, les contacts amicaux ou hostiles entre voisins, sur les canaux ou les places publiques, dans les *campi*, à Venise, ou dans les villages du Frioul et de Toscane; elles contiennent également des informations sur les relations entre les personnes de différentes origines religieuses ou ethniques, en particulier dans les zones portuaires ou dans les zones frontalières du nord.

Pour conclure, Ch. F. B. se demande si l'Inquisition romaine était réellement un "tribunal sanglant", comme on l'affirme si souvent. Suivant l'A., il y eut certainement les horreurs d'un long emprisonnement, l'incertitude quant à l'accusation ou au jugement; il y eut la peur de la torture et dans certains cas précis la peur de son application et occasionnellement des bûchers bestiaux. Néanmoins ces facteurs devraient être mis en balance avec la réalité: en comparaison avec les nombreux autres tribunaux d'Italie et d'ailleurs, il se produisait peu de condamnations à mort, la torture était rarement employée, et on laissait la porte ouverte à des règlements à l'amiable et à des accords qui conduisaient à une pénitence spirituelle. C'est pourquoi, conclut l'A., l'on peut répondre prudemment par la négative à la question. Toutefois les inquisitions, lorsque les tenants de la ligne dure obtenaient le contrôle, contribuaient à l'application d'un catholicisme borné, qui perdait beaucoup de son pouvoir d'attraction auprès des érasmiens, des vaudois et généralement de tous ceux qui étaient engagés dans une lecture biblique plus large.

Giorgio CARVALE. *Predicazione e Inquisizione nell'Italia del Cinquecento. Ippolito Chizzola tra eresia e controversia antiprotestante*. (Collana di studi della Fondazione Michele Pellegrino). Bologna, Il Mulino, 2012. 21,5 × 13,5 cm, 306 p., 1 ill. nb. € 23. ISBN 978-88-15-24103-0.

Dans ce livre, G. C. analyse et reconstruit un procès qui est entièrement focalisé sur la prédication d'un des principaux protagonistes de la

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

scène religieuse au milieu du 16^e s., en l'occurrence le chanoine régulier du Latran Ippolito Chizzola (c. 1520-1565). Il s'agit d'un procès qui se déroula devant le St-Office à Rome du 14 juil. 1549 au 19 déc. 1551 et fut aussi transposé devant l'Inquisition romaine à Venise. Ce procès encore totalement inédit permet pour la première fois de mettre au jour les mécanismes toujours plus raffinés par lesquels les prédicateurs hétérodoxes répandaient, d'une manière plus ou moins explicite, des théories qui ne figuraient pas du tout dans la ligne de l'orthodoxie romaine. Ce procès permet également à l'A. de réfléchir sur les modalités, au début désordonnées et improvisées, plus tard toujours plus précises et intrusives, avec lesquelles les instituts romains répressifs s'efforçaient d'édifier une digue contre ce qui constituait à leurs yeux une marée grandissante de doctrines hérétiques. Sont aussi remarquablement dépeints les problèmes qui surgissaient entre les instances romaines réciproques et ceux qui survenaient entre les organes judiciaires du St-Siège et leurs équivalents de la République de Venise.

Le cas de ce chanoine de Brescia illustre un parcours très personnel et accidenté. D'abord et avant tout l'ambiguïté de sa parole saute aux yeux, ainsi que sa manière personnelle d'aborder la confession et l'eucharistie. Dans ce sens, il est un représentant typique du groupe d'intellectuels et d'ecclésiastiques qui s'était formé entre 1530 et 1540 autour de la personnalité charismatique de Juan de Valdès, et après sa mort, autour du cardinal Reginald Pole (1500-1558). Lorsqu'à la fin de son procès, en février 1552 à Venise, en présence du nonce Ludovico Beccadelli (1501-1572), Chizzola lut à haute voix le texte de son abjuration, et prononça trois sermons lors de trois fêtes différentes, où il confessait ses erreurs personnelles et où une nouvelle phase de sa vie débuta. Il changea d'ailleurs instantanément — ce fut pour ainsi dire une conversion — : il devint un des principaux controversistes anti-protestants; un informateur secret, à Rome, de Cosme I^{er} de Toscane (1519-1574), duc de Florence; et un fidèle serviteur du St-Siège et du pape Pie IV (1559-1565). Il se dressa même en ardent partisan de la Contre-Réforme et en polémiste opportuniste contre le cardinal Pier Paolo Vergerio (1498-1565) qui, en réaction contre le concile de Trente et la réhabilitation du cardinal Giovanni Morone (1509-1580), s'était tourné vers le protestantisme. Juste avant sa mort, Chizzola fut nommé par le pape Pie IV évêque de Termoli. Il ne reçut cependant jamais le chapeau épiscopal, étant donné sa mort soudaine à Padoue en 1565. Pourtant, grâce à une peinture de l'artiste de Crémone Sofonisba Anguissola, conservée à la pinacothèque Tosio Martinengo de Brescia, il entra dans l'histoire comme l'un des plus grands cierges ayant brûlé au chandelier éternel de la Ste Église romaine.

Thomas F. MAYER. *The Roman Inquisition. A Papal Bureaucracy and Its Laws in the Age of Galileo*. (Haney Foundation series). Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2013. 23,5 × 16,5 cm, 392 p. USD 79,95; GBP 52. ISBN 978-0-8122-4473-1.

Dans le présent ouvrage, Th.F. M. raconte l'évolution de l'Inquisition romaine de 1590 environ à 1640, en la percevant comme l'expression ins-

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

titutionnelle la plus directe de la volonté pontificale. Il le fait sur base de nouvelles sources et plus précisément sur base des registres des ordonnances promulguées par l'Inquisition elle-même. Ces derniers contiennent toute une série d'informations sur la procédure et la justice de l'institution, le 'style' observé qui pouvait varier d'un moment à l'autre mais aussi pouvait servir de livre de bord. En outre, ces sources contiennent des informations directes sur les différentes charges et fonctions au sein de l'Inquisition et leur hiérarchie mutuelle. Il faut porter au crédit de Francesco Beretta le fait d'avoir attiré l'attention des historiens sur ces sources. Th.F. M. est allé à la recherche de ces sources et apporte une vision révolutionnaire dans la compréhension du travail et de la composition de l'Inquisition romaine. Par l'examen de la procédure en tant que processus dynamique, il porte son attention sur les personnes qui les appliquaient, les adaptaient et même les inventaient : quelles études avaient fait les fonctionnaires de l'Inquisition ? Quels ouvrages avaient été écrits sur la procédure ou des notes rédigées par des acteurs-clés circulaient-elles à ce sujet ? De telles interrogations menèrent l'A. vers de nouvelles archives : les archives familiales élargies des Barberini (avec le pape Urbain VIII et son neveu Francesco) à la Bibliothèque apostolique vaticane ; des fonds diplomatiques à Florence, Venise et Modène ; la base de données prosopographiques en ligne de Wolfgang Reinhardt sur les cardinaux du début de l'époque moderne ; des sources imprimées contemporaines sur la justice à l'intérieur du droit civil et religieux... Par un mélange unique de ces sources, Th.F. M. peut esquisser, dans des termes administratifs, juridiques, politiques et même anti-mythiques, un portrait en profondeur de l'organisme papal le plus puissant.

Les chapitres 1 à 4 décrivent le fonctionnement de l'Inquisition et les personnes qui l'ont mise sur les bons rails. Via une étude de cas portant sur le procès Galilée, Th.F. M. reconstruit à la fois l'origine sociale et géographique, les études, le statut économique et les carrières ecclésiastiques antérieures des plus importantes figures et fonctions (cardinaux inquisiteurs), mais aussi du personnel de base, les commissaires, assesseurs, procureurs fiscaux, notaires... Le chap. 5 traite des procès et reconstruit la façon avec laquelle l'Inquisition romaine conduisait ces cas. C'est ici que nous trouvons la reproduction la plus détaillée de la procédure judiciaire utilisée qui s'était développée dès l'origine de la procédure de l'*inquisitio*, soit au début du 13^e s. sous Innocent III (1198-1216). L'A. étudie l'évolution du style de la procédure canonique dans le contexte élargi du droit pénal civil.

Les conclusions de Th. F. M. sont surprenantes : à l'origine, Paul III (1534-1549) destinait cette institution à la lutte contre les hérétiques de l'Europe du Nord, mais Paul IV (1555-1559), qui était le vrai moteur de l'entreprise dès sa fondation, l'a refaçonée en une arme contre ses propres ennemis. Dans les premières décennies d'existence de l'institution, les deux objectifs ont coexisté, en partie parce que l'Inquisition devait encore développer son propre style en matière de procédure ordi-

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

naire, alors qu'aucun pape n'avait de formation de juriste. Sous le pontificat de Sixte V (1585-1590), en 1588, les congrégations romaines furent réorganisées et la prééminence fut accordée à l'Inquisition sur toutes les autres congrégations; l'Inquisition et les papes modelaient constamment les droits et la procédure judiciaire de l'institution alors que, dans le même temps, on s'efforçait de la garder aussi flexible que possible. Son équipe professionnelle, une bureaucratie comptant environ 12 membres, une des plus larges parmi les congrégations pontificales, ne constituait pas un gros obstacle pour la flexibilité, sans doute parce qu'il s'agissait d'hommes désignés par le pape et qui le servaient avec plaisir. Les deux plus importants personnages, un commissaire versé en théologie et un assesseur, toujours un juriste, menaient ensemble les opérations. Malgré une procédure précise, le pape pouvait réellement intervenir sur chaque point via l'un ou l'autre fonctionnaire. L'*inquisition* originelle fut aussi modifiée de cette façon: la procédure elle-même était adaptée continuellement avec d'autres mots. Initialement destinée à garantir à l'accusé le meilleur procès possible, elle évolua progressivement en un instrument qui privait l'accusé d'une défense, le conduisait même à témoigner contre lui-même, et lui infligeait une possible torture et de longs interrogatoires avant qu'il puisse prendre connaissance des accusations portées contre lui. Malgré tout, la défense restait, du moins en théorie, toujours en vigueur. Tant au plan pratique qu'en théorie, l'Inquisition suivit, à partir du début du 15^e s., l'évolution plus large du droit italien. Néanmoins, par rapport à ce qui est arrivé dans beaucoup de tribunaux séculiers, ainsi que les commentateurs de la procédure judiciaire l'ont fréquemment observé, le droit romain (Inquisition) sortait du lot. Il a joué un rôle dans l'évolution des "droits de l'homme", un constat qui fut complètement négligé dans les études scientifiques sur la question.

L'évolution de l'*inquisitio* dépendait directement de l'emprise que chaque pape avait sur l'Inquisition. Affirmer qu'un pape pouvait contrôler l'Inquisition plus étroitement qu'un autre peut sembler redondant, mais il y a des différences évidentes dans le degré avec lequel les papes suivaient les règles et le style de l'institution. Un pape comme Paul V (1605-1621), qui fut inquisiteur et secrétaire de l'Inquisition durant six ans, s'efforçait autant que possible de suivre les procédures. Les papes qui n'avaient jamais été inquisiteurs, tels Clément VIII (1592-1605) et Urbain VIII (1623-1644) en particulier, affichaient bien moins de respect pour les procédures.

Dans tous les cas, les papes ne réclamaient pas une grande expérience préalable dans la qualification de l'Inquisiteur. Seule une poignée de cardinaux avaient une formation dans l'Inquisition, et les papes faisaient fréquemment appel à des spécialistes, au premier rang desquels Robert Bellarmine (1542-1621) et l'un de ses protégés, Desiderio Scaglia (1567-1639), tous deux théologiens. Un petit groupe d'inquisiteurs avait des antécédents en tant qu'auditeur auprès de la Rote. Étonnante est la position des papes en la matière: alors que deux anciens auditeurs de la Rote

étaient depuis longtemps secrétaires de l'Inquisition (Pompeo Arrigoni, 1552-1616 et Gian Garzia Millini, 1562-1629), Urbain VIII (Maffeo Barberini) décida, à la mort de Millini, que son frère non qualifié, Antonio Barberini (1607-1671) et son neveu Francesco Barberini (1597-1679) occuperaient ce poste important. Plus tard, il remplacerait encore plus de figures compétentes par des personnes ayant peu ou pas de formation, et même traînant derrière elles une réputation douteuse. Pour Urbain VIII, il s'agissait avant tout de servir la famille Barberini, et la compétence n'avait rien à faire.

Cependant Th.F.M. conclut par le constat que l'Inquisition suivait beaucoup de règles et que la procédure était particulièrement influencée d'une part par le tribunal napolitain avec des juristes tels Pietro Folle-rio, Roberto Maranta, Alfonso Villagut, Tommaso Grammatico et Luigi Carerio, et d'autre part par son homologue espagnol, avec au premier plan, l'érudit Francisco Peña.

Thomas F. MAYER. *The Roman Inquisition on the Stage of Italy, c. 1590-1640*. (Haney Foundation series). Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2014. 23,5 × 16 cm, 361 p. USD 79,95; GBP 52. ISBN 978-0-8122-4573-8.

Dans ce livre, conçu comme devant être la seconde partie d'une introduction au procès de Galilée, Th.F. M. détaille la façon dont l'Inquisition romaine travaillait pour les objectifs politiques à long terme des papes à Naples, Venise et Florence, et cela à l'intérieur des paramètres bureaucratiques et légaux qui ont été abordés dans le volume précédent. Les conflits juridiques constituaient une caractéristique permanente des relations entre la papauté, l'Inquisition et les États italiens. La situation de l'Inquisition romaine à Naples était complexe (chap. 1, p. 11-45), car elle était une des deux grandes inquisitions presque complètement indépendantes, à côté de l'archiépiscopale. Le pouvoir des autorités vice-royales souffrait du fait qu'elles n'avaient pas de délégation devant le tribunal inquisitorial archiépiscopal. Le Conseil collatéral, la seule institution civile qui était responsable du contrôle de l'inquisition, pouvait seulement réagir après les faits. Par l'entremise du roi d'Espagne, le vice-roi pouvait aller en appel si nécessaire. L'Inquisition romaine à Naples souffrait à son tour de sa faiblesse interne et de la concurrence avec l'archevêque, dont l'inquisition était considérée comme la seule vraie. Le tournant se produisit sous le pontificat d'Urbain VIII (1623-1644): sa volonté agressive d'établir un contrôle pontifical effectif grâce à l'Inquisition romaine et ainsi de transformer un ministre en véritable inquisiteur, fut couronnée de succès. Ceci se reflète clairement dans un fameux procès qui se déroula à la période étudiée, celui de Tommaso Campanella (1568-1639), procès qui traînait depuis presque trente ans (chap. 2, p. 46-63). Alors que Clément VIII (1592-1605) et Paul V (1605-1621) avaient eu besoin de nombreuses années pour négocier avec les autorités, Urbain VIII réussit

en deux années à obtenir son acquittement (1629). L'événement s'insérait dans le cadre de la lutte difficile menée par les papes pour échapper à l'interventionnisme espagnol à Naples et même à Rome. Caractéristique de cette atmosphère était l'attitude plus que tendue entre Urbain VIII et le cardinal Gaspar Borja y Velasco, inquisiteur et représentant de l'Espagne auprès du pape, qui s'employait activement à maintenir le pouvoir de l'Espagne, mais qui fut finalement renvoyé par le pape dans son archevêché de Séville (1634). Urbain VIII décrochait par là-même une victoire historique, peut-être en raison du fait qu'il n'avait jamais vraiment acquis un contrôle personnel évident sur l'Inquisition elle-même.

En opposition avec la situation napolitaine qui avait provoqué beaucoup d'intérêt de la part des papes au 17^e s., l'Inquisition de la République de Venise fut dans le collimateur seulement dans la décennie qui suivit l'interdit de 1606 (chap. 3 et 4, p. 64-151). Paul V se concentra sur ceux qui avaient écrit que le pouvoir papal devrait être limité. En dehors de quelques cas particuliers (Giordano Bruno, Cesare Cremonini et Marcantonio De Dominis) qui reflétaient de mauvaises relations, il était question d'une baisse constante de l'influence de l'Inquisition pontificale, alors que la juridiction civile de la Sérénissime se montrait toujours plus puissante. La figure centrale de l'activité romaine à Venise, aussi en ce qui concerne l'Inquisition, était le nonce pontifical. Ses négociations avec les institutions vénitiennes montrent à quel point l'Inquisition romaine faisait fonction d'institution politique dans la République.

Th.F. M. remarque une évolution identique dans le grand-duché de Florence (chap. 5 et 6, p. 152-218). Dans une affaire longue et complexe autour des Alidosi (Rodrigo et Mariano), où les grands-ducs protégeaient un de leurs principaux vassaux contre l'Inquisition romaine, et où ils avaient aussi reçu le soutien total de la France et de l'Empire, Urbain VIII dut finalement abandonner sa chère institution de l'Inquisition et la remplacer par une arme bien plus ancienne, la diplomatie.

En ce sens, l'A. conclut (p. 219-224) que, parmi les nouveaux diplomates pontificaux, les nonces, au début des années 1630, dominaient dans une mesure plus ou moins grande l'Inquisition romaine locale dans les États italiens de Venise, Naples et Florence. L'institution de l'Inquisition conçue principalement comme un tribunal fut métamorphosée en une arme aux mains d'un diplomate dans les relations politiques entre le St-Siège et les États italiens. De ce fait, la procédure suivie, le style ou l'*inquisilio*, furent ajustés en conséquence.

Par ces résultats, Th.F. M. se rapproche fortement de la théorie de Paolo Prodi, déjà vieille de trente ans², qui situait l'essence de l'activité de l'Inquisition romaine surtout entre les États pontificaux et la politique italienne, et parlait "d'une symbiose entre les inquisiteurs et les autorités politico-juridiques" qui réunissait trois régions politiques: les États pon-

² *Il sovrano pontefice: Un corpo e due anime: la monarchia papale nella prima età moderna*, Bologna, il Mulino, 1982.

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

tifiques, l'Italie et l'Europe ultramontaine. Th. F. M. se concentre sur les relations entre les deux premières pour démontrer comment l'Inquisition, sans doute de manière inéluctable, évolua en une institution juridique et politique au service des papes.

Kimberly LYNN. *Between Court and Confessional. The Politics of Spanish Inquisitors*. Cambridge, Cambridge University Press, 2013. 23,5 × 16 cm, xviii-391 p., 3 cartes nb. GBP 60; USD 95. ISBN 978-1-107-03116-6.

Dans cette contribution, K.L. nous fait découvrir la personne qui se trouve derrière l'inquisiteur espagnol aux Temps modernes. Pour cela, elle se fonde sur la vie et la carrière de cinq inquisiteurs des 16^e et 17^e s. Les cas étudiés montrent que les inquisiteurs naissaient souvent dans des familles qui entretenaient déjà des liens avec l'Inquisition espagnole. L'A. examine comment ces figures ont théorisé l'administration de leur fonction, ce qu'ils ont déployé comme efforts pour obtenir l'autorité et pour l'exercer, et l'attitude générale qu'ils ont adoptée. Elle recherche aussi les premières influences sur leur carrière, à partir des études qu'ils ont suivies. Et comment ils ont interprété la tension entre l'individu et la communauté, un dilemme typique dans leur fonction. D'un côté, ils cherchaient à différencier les crimes et les individus, et de l'autre ils pensaient à la manière dont ces personnes pouvaient de nouveau se réconcilier avec l'Église. Leur tâche était d'une part le sauvetage des âmes individuelles et d'autre part la protection de la communauté contre l'assaut des hérésies. Finalement, les deux pans furent regroupés au lieu de rester distincts: l'état des familles et des individus. Ils étaient partisans d'une société chrétienne qui préconisait autant le salut individuel que la protection de l'Église comme communauté.

Les chap. 1 et 2 concernent les figures de Cristóbal Fernández de Valdodano (c.1500-1572) et de Diego de Simancas (1513-1583) qui furent actifs durant l'expansion de l'autorité inquisitoriale entre les années 1540 et 1570. Leur carrière fut profondément influencée par le Concile de Trente, et tout autant par la politique du roi Philippe II (1556-1598) durant les premières années de son règne. Collègues à la *Suprema* et tous deux évêques, ils collaborèrent, au début des années 1560, en tant que juges durant le sensationnel et long (17 ans) procès de Bartolomé Carranza, archevêque de Tolède, qui était accusé de promouvoir l'hérésie luthérienne. Ils travaillèrent encore ensemble sous le patronage de l'inquisiteur général Fernando de Valdès à la révision des procédures inquisitoriales. Le chap. 1 (p. 47-87) indique que Valtodano avait une approche pastorale du travail inquisitorial et percevait les inquisiteurs comme un rouage essentiel de la réforme catholique. Le chap. 2 (p. 88-139) se concentre sur Simancas dont la carrière fut dominée par la période qu'il passa à Rome durant la dernière phase de l'affaire Carranza et par son expérience professionnelle au sein de l'Inquisition romaine sous Pie V (1566-1572) et Grégoire XIII (1572-1585). Le fait marquant est que Simancas se consacra

cra plutôt à la collecte et à l'édition de commentaires et fut l'un des plus importants architectes du droit inquisitorial.

Le chap. 3 (p. 140-190) se situe dans la période de déclin du règne de Philippe II et les premières années du jeune Philippe III (1598-1621). C'est un temps de priorités politiques changeantes. Globalement, l'influence des inquisiteurs sur la politique royale était minime, ce qui est encore renforcé par une succession d'inquisiteurs généraux ne demeurant que peu de temps en service entre 1595 et 1608. Grâce aux accords de paix négociés au début du 17^e s., il y eut plus de place pour la tolérance religieuse et l'opposition aux statuts sur la pureté de sang. Ce chapitre esquisse le portrait de Luis de Páramo (c. 1545-1608), qui passa la majeure partie de sa carrière comme juge de l'Inquisition espagnole en Sicile, avec un intermède de lobbying à la cour de Madrid. L'A. analyse les stratégies qu'un inquisiteur, dans un tribunal périphérique, applique pour attirer l'attention sur sa personne et sur l'autorité déclinante de sa charge. Il le faisait en s'engageant dans des conflits juridictionnels, dans une correspondance fidèlement tenue à jour et par la rédaction de traités historiques.

Les chap. 4 et 5 traitent des inquisiteurs qui constituaient la force motrice des enquêtes à propos de ceux qu'ils dépeignaient comme des conspirateurs portugais judaïsants. Ces procès — connus au début sous le nom de "La grande complicité" — à Lima et qui s'étendirent des deux côtés de l'Océan atlantique, débouchèrent sur une série continue de poursuites dans les années 1630 et 1640. Ils étaient impliqués dans les crises politiques et militaires de leur temps, après que le favori de Philippe IV (1621-1665), le comte-duc d'Olivares, eut perdu son pouvoir en 1643 et qu'il eut entraîné dans sa chute l'inquisiteur général qui était depuis longtemps titulaire du poste, Antonio de Sotomayor. C'était l'époque des luttes internes entre les diverses factions de la cour d'Espagne, de la guerre avec la France, des révoltes en Catalogne et au Portugal, d'une crise financière très étendue et d'opinions concurrentes en matière de politique économique. Le chap. 4 (p. 191-237) analyse en profondeur l'ascension et la chute de Juan Adam de la Parra (c. 1596-1644) afin de démontrer comment un inquisiteur pouvait ou non tenir un rôle important à la cour d'Espagne. L'A. décrit comment il se percevait toujours comme un démasqueur de dangereux imposteurs (via sa spécialisation dans le discernement inquisitorial) dans un conflit juridique avec un évêque, dans la poursuite de ceux qu'il soupçonnait d'être de faux saints et des judaïsants, dans ses révélations poétiques et dans sa propagande politique. Le chap. 5 (p. 238-293) dresse le portrait de Juan de Mañozca y Zamora (c. 1577-1650), partant de sa longue expérience en tant qu'inquisiteur jusqu'à la fin de sa carrière comme archevêque de Mexico. L'A. analyse la façon dont Mañozca traitait les longues périodes d'abdication de la monarchie, encadrait les rapports passés, exerçait un patronage stratégique et planifiait de dramatiques célébrations publiques. Le chap. 6 (p. 294-332) fournit un aperçu de la façon dont les inquisiteurs élaborèrent durant les 16^e et 17^e s. une culture argumentative commune

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER

et persuadèrent leurs contemporains de leur autorité et de l'importance de leur charge. Un épilogue (p. 333-342) achève ce livre à succès, abordant les perceptions contemporaines et ultérieures que les historiens et les écrivains avaient des inquisiteurs.

Katholieke Universiteit Leuven
Onderzoekseenheid Geschiedenis
van Kerk en Theologie

Dries VANYSACKER

Sint-Michielsstraat 4
B-3000 LEUVEN
BELGIË

RHE

COPYRIGHT REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

THIS DOCUMENT MAY BE PRINTED FOR PRIVATE USE ONLY. THIS DOCUMENT MAY NOT
BE DISTRIBUTED, STORED IN A RETRIEVAL SYSTEM WITHOUT PERMISSION OF THE PUBLISHER